

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 29/06/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**NICOLLIN LR**

4895 rue de la Jeune Parque  
34000 Montpellier

Références : -

Code AIOT : 0006601570

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2026 dans l'établissement NICOLLIN LR implanté 224, rue Louis lumière Z.I. de Saint-Césaire 30000 Nîmes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée de manière inopinée dans le cadre d'une action nationale coup de poing sur le risque incendie dans les installations de tri, transit, regroupement et collecte de déchets, et afin de contrôler le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 juillet 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NICOLLIN LR
- 224, rue Louis lumière Z.I. de Saint-Césaire 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006601570
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement se situe sur le territoire de la commune de Nîmes, dans la zone industrielle de Saint-Césaire, au 224 rue Louis Lumière, sur les parcelles n° 152, 153, 154, 237, 238 et 482 section KR du plan cadastral, pour une surface de 31 505 m².

Le terrain est entouré d'établissements à caractère commercial et industriel. Un établissement d'enseignement supérieur se situe à environ 55 m au nord-est du site. Les habitations les plus proches se trouvent à environ 250 m à l'est du site, au « MAS de Roman ».

Le site de Nîmes comprend un centre de transit, de regroupement et de tri de déchets non dangereux (DND) et de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dont le fonctionnement a été autorisé au titre de la réglementation des ICPE par l'arrêté préfectoral n° 13.036N du 04/04/2013.

Ces installations et activités ont été ensuite complétées par une déchetterie destinée à collecter les déchets des professionnels, accolée au bâtiment de tri de DND, autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire n°17.049N du 24/03/2017.

Le site comprend :

- un bâtiment nord abritant les bureaux administratifs, un atelier de maintenance des camions de transport de déchets industriels, et des locaux sociaux ;
- une aire extérieure de lavage de véhicules en limite nord ;
- un bâtiment ouest abritant un atelier de maintenance des camions de nettoyage, un local de stockage des contenants vides et de pièces détachées, des bureaux et des locaux sociaux ;
- un poste de distribution de gazole non routier et un poste de distribution d'AD Blue entre ces deux bâtiments ;
- un centre de tri de déchets d'équipements électriques et électroniques au centre de l'établissement avec un stockage extérieur en bennes pour les petits appareils ménagers et les appareils hors froid ;
- un centre de tri des déchets non dangereux au sud ;
- un stockage extérieur de bois et un stockage extérieur de déchets verts de part et d'autre du centre de tri de déchets non dangereux au sud ;
- une déchetterie professionnelle ;
- des voiries ;
- des parkings VL et PL ;
- des espaces verts.

Un changement d'exploitant au profit de la société Nicollin Languedoc Roussillon a été autorisé par l'arrêté complémentaire n°22-069-DREAL du 7 novembre 2022.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Accidentologie TTR
- AR - 6
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                                                  | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Conditions de stockage des balles en attente d'expédition          | AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1. | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 15 jours              |
| 2  | Stockage des déchets de bois                                       | AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1. | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 15 jours              |
| 3  | Conformité aux plans et données du dossier - Modifications         | Arrêté Préfectoral du 04/04/2013, article 2.    | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 15 jours              |
| 4  | Clôtures                                                           | AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1. | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 5  | Entreposage des déchets d'équipements électriques et électroniques | AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1. | /                                                                                                          | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 7  | Entretien des moyens de secours                                    | AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1. | /                                                                                                          | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 15 jours              |
| 8  | Entreposage des déchets                                            | AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1. | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 10 | Nature et quantités                                                | Arrêté Préfectoral du 21/07/2014,               | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |

| N° | Point de contrôle                                                     | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    | quantités maximales de déchets pouvant être entreposés                | du 21/07/2014, article 12                         |                                                                                                            | corrective                                                                                                                 |                       |
| 12 | Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles - centre de tri | Arrêté Préfectoral du 04/04/2013, article 10.6.1. | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 16 | Plan de défense contre l'incendie                                     | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1    | Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                           | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 1 mois                |
| 17 | Détection et surveillance                                             | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. II   | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |
| 18 | Rondes                                                                | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. III  | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 1 mois                |
| 20 | Ilottage                                                              | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6.IV    | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |
| 22 | Stockage des batteries                                                | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 VI    | /                                                                                                          | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information        |
|----|--------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 6  | Confinement des eaux d'extinction du | AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1. | /                                                                                                          | Levée de mise en demeure |

| N° | Point de contrôle                                      | Référence réglementaire                                            | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information        |
|----|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|    | d'extinction du centre de tri de déchets non dangereux | 28/07/2025, article 1.                                             |                                                                                                     |                          |
| 9  | Mesures conservatoires                                 | AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 2.                    | /                                                                                                   | Levée de mise en demeure |
| 11 | Accès, voies et aires de circulation                   | Arrêté Préfectoral du 04/04/2013, article 7.1.5.                   | Avec suites, Demande d'action corrective                                                            | Sans objet               |
| 13 | Consignes de sécurité                                  | Arrêté Préfectoral du 04/04/2013, article 14.7.                    | Avec suites, Demande d'action corrective                                                            | Sans objet               |
| 14 | Protection individuelle                                | Arrêté Préfectoral du 04/04/2013, article 14.11.2.                 | Avec suites, Demande d'action corrective                                                            | Sans objet               |
| 15 | Alerte des services de secours                         | Arrêté Préfectoral du 04/04/2013, article 14.11.3.                 | Avec suites, Demande d'action corrective                                                            | Sans objet               |
| 19 | Maîtrise des sinistres                                 | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 II                  | /                                                                                                   | Sans objet               |
| 21 | Traçabilité                                            | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV                    | /                                                                                                   | Sans objet               |
| 23 | Petits îlots                                           | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article définitions et 6.III     | /                                                                                                   | Sans objet               |
| 24 | Zone d'entreposage tampon                              | Code de l'environnement du 06/06/2018, article définitions et 10-2 | /                                                                                                   | Sans objet               |
| 25 | Organisation liée au REX                               | Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69           | /                                                                                                   | Sans objet               |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'occasion de cette inspection inopinée thématique, l'inspection a relevé plusieurs non-conformités, relatives notamment aux conditions d'entreposage des déchets combustibles, qui ne respectent pas les plans et éléments du dossier de demande d'autorisation ni les nouvelles réglementations en matière d'ilotage. Ces non-conformités étant de nature à accroître le risque

d'incendie, il est proposé une mise en demeure de l'exploitant. D'autres non-conformités ne présentent pas un caractère d'urgence et peuvent être résorbées rapidement. Enfin, la mise en demeure du 28 juillet 2025 est respectée sur 2 points seulement au terme des échéances accordées; l'exploitant devra rapidement se mettre en conformité sur les autres. A défaut, des sanctions pourront être proposées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions de stockage des balles en attente d'expédition

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SAS NICOLLIN, exploitant un centre de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques et une déchetterie professionnelle situés au 224, rue Louis lumière, Z.I. de Saint-Césaire sur la commune de NÎMES, est mise en demeure :</p> <p>- de respecter les dispositions de l'article 8.5. de l'arrêté préfectoral n°13.036N du 4 avril 2013 susvisé, en évacuant les balles de cartons entreposées à l'extérieur du centre de tri dans un délai de <b>2 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté ;</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les balles de cartons ont été évacués de la plateforme extérieure au Nord du bâtiment de tri.</p> <p>Toutefois, il a été constaté la présence d'une benne de 30 m<sup>3</sup> remplie de balles de cartons entreposée à l'extérieur du bâtiment de tri, sur la parcelle n°482/KR située au Sud du site, dont le sol n'est pas revêtu et sur laquelle l'entreposage de déchets n'est pas autorisé.</p> <p>La mise en demeure n'est donc pas respectée sur ce point.</p>                                                                                                                               |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant évacuera toutes les balles de cartons entreposées à l'extérieur du centre de tri dans un délai de 15 jours.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

### N° 2 : Stockage des déchets de bois

|                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1.                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des déchets                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SAS NICOLLIN, exploitant un centre de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques et une déchetterie professionnelle</p> |

situés au 224, rue Louis lumière, Z.I. de Saint-Césaire sur la commune de NÎMES, est mise en demeure :

- de respecter les dispositions de l'article 14.4. de l'arrêté préfectoral n°13.036N du 4 avril 2013 susvisé :

- en évacuant tous les déchets combustibles (menuiseries, filets de pêche, déchets de carton en vrac et en balles, tubes en PVC,...) entreposés en dehors des alvéoles de stockage de la déchetterie professionnelle et dans l'espace de 10 m minimum compris entre l'aire de dépôt des déchets de bois et le centre de tri des déchets non dangereux,
- en respectant une distance minimale de 10 mètres entre les dépôts de bois et la déchetterie professionnelle ou en les séparant d'un mur REI120 tel que décrit dans cet article,
- en respectant une distance minimale de 10 mètres entre les alvéoles de déchets combustibles de la déchetterie professionnelle et le bâtiment de tri des déchets non dangereux ou en les séparant d'un mur REI120 tel que décrit dans cet article ;

#### **Constats :**

Il a été constaté l'absence de déchets combustibles entreposés dans l'espace de 10 m compris entre la zone autorisée pour le dépôt des déchets de bois et le centre de tri des déchets non dangereux, dans l'espace de 10 m compris entre cette zone et la déchetterie professionnelle et entre les alvéoles de déchets combustibles de la déchetterie professionnelle et le bâtiment de tri des déchets non dangereux, ce qui respecte les prescriptions de la mise en demeure sur ce point. Toutefois, il a été constaté:

- la présence d'un important dépôt en vrac de déchets de cartons stockés sur l'aire prévue pour le stockage des déchets de bois sur la plateforme extérieure au Nord-Ouest du bâtiment de tri, juxtaposé avec les déchets de bois ; des cartons débordaient de cette zone délimitée sommairement par quelques blocs de béton, et se trouvaient à moins de 15 m de la limite Sud-Ouest de propriété,

- la présence d'une benne remplie de déchets de bois entreposée sur la parcelle n°482/KR située au Sud du site, sur laquelle l'entreposage de ces déchets n'est pas autorisé.

Ces constats, bien que respectant les prescriptions de la mise en demeure, constituent de nouveaux faits non conformes aux dispositions de l'article 14.4 de l'arrêté préfectoral n°13-036N du 4 avril 2013 susvisé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant évacuera tous les dépôts de déchets de carton entreposés sur l'aire prévue pour le stockage des déchets de bois sur la plateforme extérieure au Nord-Ouest du bâtiment de tri ainsi que les déchets de bois stockés en bennes sur la parcelle n°482/KR sous 15 jours, et veillera à respecter en permanence une distance d'éloignement de 15 m entre la limite de cette aire et celle du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 3 : Conformité aux plans et données du dossier - Modifications**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/04/2013, article 2.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité des installations                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations seront implantées, réalisées et exploitées selon les dispositions détaillées dans les études d'impact et de dangers et conformément aux plans, autres documents et engagements présentés par l'exploitant dans le dossier de la demande d'autorisation et les dossiers complémentaires fournis les 14 avril 2010, 10 novembre 2010, 6 avril 2011 et 3 février 2012, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.</p> <p>Par application de l'article R.512-33 du code de l'environnement, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté la présence de bennes remplies de déchets entreposées sur la parcelle n°482/KR située au Sud du site, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 bennes de 30 m<sup>3</sup> remplies de pneumatiques usagés;</li> <li>- 1 benne de 30 m<sup>3</sup> remplie de déchets verts;</li> <li>- 1 benne de 12 m<sup>3</sup> remplie de gravats;</li> <li>- 1 benne fermée de la société "VEOLIA SEDE", avec des débris de boues de station d'épuration visibles sur le couvercle dont l'odeur dégagée indiquait qu'ils étaient récents;</li> <li>- 2 bennes de 10 m<sup>3</sup> remplies de DEEE "PAM";</li> <li>- 1 benne de 30 m<sup>3</sup> remplie de balles de cartons;</li> <li>- 2 bennes de 30 m<sup>3</sup> remplies de déchets de bois;</li> </ul> <p>ainsi que quelques déchets de carton et de plastique éparpillés sur le sol.</p> <p>Dans le dossier de demande d'autorisation, il n'était pas prévu d'entreposer des déchets sur cette parcelle dont le sol naturel n'est pas revêtu d'une dalle étanche. De plus, ces déchets sont susceptibles de présenter des risques de pollution (boues de station d'épuration) et d'incendie (déchets combustibles) supplémentaires, non étudiés dans les études d'impact et de dangers du dossier.</p> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2013 susvisé.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 15 jours, l'exploitant évacuera l'ensemble des déchets entreposés sur la parcelle n°482/KR.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

#### N° 4 : Clôtures

|                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1. |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de l'accès                       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SAS NICOLLIN, exploitant un centre de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques et une déchetterie professionnelle situés au 224, rue Louis lumière, Z.I. de Saint-Césaire sur la commune de NÎMES, est mise en demeure :</p> <p>- de respecter les dispositions de l'article 7.1.3. de l'arrêté préfectoral n°13.036N du 4 avril 2013 susvisé, en rehaussant le mur de clôture de son site situé autour du rond-point à l'entrée du site, de manière à ce que sa hauteur atteigne au minimum 2 mètres, dans un délai de <b>3 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté ;</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que le mur de clôture situé autour du rond-point à l'entrée du site n'a pas été rehaussé, sa hauteur est toujours inférieure à 2 mètres.</p> <p>L'exploitant a déclaré ne pas pouvoir en l'état rehausser la hauteur des murs d'enceinte, et qu'il lui faut détruire l'existant pour reconstruire des murs (et portails) conformes.</p> <p>Il a justifié avoir déposé le 24/12/2025, auprès de la Ville de Nîmes, une « déclaration préalable de construction initiale » pour ces travaux, ainsi que les pièces complémentaires demandées par le service de l'urbanisme de la ville de Nîmes les 11/02/2026 et 04/03/2026, par la transmission des récépissés de dépôt correspondants.</p> <p>Il a indiqué que les travaux de de démolition/reconstruction des murs de clôture sur une longueur de 65 ml nécessitaient au préalable des études de sols, pour lesquelles il a transmis un devis établi par la société SOLEA BTP, qu'il a signé en date du 17/04/2026. Ce devis prévoit 2 mois de délai après les conclusions de l'étude de sols pour la finalisation de ces travaux, soit fin septembre 2026.</p> <p>La mise en demeure n'est pas levée sur ce point.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant finalisera ses travaux de rehausse des murs de clôture à 2 m sous 3 mois.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 5 : Entreposage des déchets d'équipements électriques et électroniques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des déchets</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SAS NICOLLIN, exploitant un centre de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques et une déchetterie professionnelle situés au 224, rue Louis lumière, Z.I. de Saint-Césaire sur la commune de NÎMES, est mise en demeure :</p> <p>- de déposer un porter à connaissance présentant les modifications des conditions d'exploitation souhaitées relatives à l'entreposage des déchets combustibles des filières REP "Jeux et jouets" et "Articles de bricolage et de jardinage" et des balles de carton destinées à l'expédition par rapport</p> |

aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°13.036N du 4 avril 2013 susvisé, avec tous les éléments permettant de les caractériser selon les critères définis à l'article R181-46 du Code de l'Environnement, dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, en justifiant de l'avancement de cette démarche dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;

#### **Constats :**

Un porter à connaissance présentant les modifications des conditions d'exploitation souhaitées, relatives à l'entreposage des déchets combustibles des filières REP "Jeux et jouets" et "Articles de bricolage et de jardinage" dans le bâtiment des DEEE et à la mise en place de deux alvéoles supplémentaires sur la plateforme extérieure, dont une pour le stockage de cartons, a été transmis à l'Inspection en date du 20/04/2026.

Toutefois, la demande consistant à entreposer 72 caisses palox de déchets combustibles des filières REP "Jeux et jouets" et "Articles de bricolage et de jardinage" dans 2 petits îlots de 21 m<sup>3</sup> chacun dans le bâtiment des DEEE, séparés des autres stockages de déchets d'une distance minimale de 3 mètres, ne respecte pas les prescriptions réglementaires de l'article 6.IV de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié par l'arrêté du 22 décembre 2023, qui limite à 10 m<sup>3</sup> le volume des déchets contenus dans chaque petit îlot situé dans un bâtiment, et impose une distance minimale séparant les petits îlots des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120.

De plus, l'entreposage de déchets combustibles de cartons, à moins de 10 m du bâtiment de tri, sans que les conditions relatives à la structure du bâtiment (toit CLASSE BROOF T3, paroi REI 120) ou à la présence d'un système d'extinction automatique soient réunies, n'est pas autorisé par ce même article.

Le PAC déposé le 20/04/2026 n'est donc pas recevable en l'état, ce qui ne permet pas de lever la mise en demeure sur ce point.

Suite à la visite, l'exploitant a demandé au cabinet d'étude SETEC de modifier ce PAC, afin d'y intégrer les nouvelles exigences de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié, applicables à ses installations à compter du 1er janvier 2026.

Lors de la visite, il a été constaté la présence, dans le bâtiment des DEEE, de déchets de menuiserie ainsi que de palettes en bois et en plastique, qui sont des déchets et matières combustibles non autorisés dans ce bâtiment. Ces constats constituent de nouveaux faits non conformes aux dispositions de l'article 9.3. de l'arrêté préfectoral n°13.036N du 4 avril 2013 susvisé.

Néanmoins, par courriel du 08/06/2026, l'exploitant a justifié avoir évacué ces déchets de menuiserie et les palettes du bâtiment des DEEE.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant déposera sous 3 mois un nouveau PAC prenant en compte les nouvelles dispositions réglementaires applicables aux installations relatives à l'îlotage des déchets combustibles ou inflammables.

|                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                              |

**N° 6 : Confinement des eaux d'extinction du centre de tri de déchets non dangereux**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention risques de pollution                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SAS NICOLLIN, exploitant un centre de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques et une déchetterie professionnelle situés au 224, rue Louis lumière, Z.I. de Saint-Césaire sur la commune de NÎMES, est mise en demeure :</p> <p>- de respecter les dispositions de l'article 10.12. de l'arrêté préfectoral n°13.036N du 4 avril 2013 susvisé, en procédant au ragréage de la dalle bétonnée de la plateforme extérieure permettant de restaurer son étanchéité, dans un délai de <b>4 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté, et au ragréage de la dalle bétonnée du bâtiment de tri des déchets non dangereux, dans un délai de <b>6 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté ;</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que l'exploitant a revêtu le sol de la plateforme extérieure d'une couche d'enrobé permettant de restaurer son étanchéité et a procédé au ragréage de la dalle bétonnée du bâtiment de tri des déchets non dangereux.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 7 : Entretien des moyens de secours**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas de sinistre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SAS NICOLLIN, exploitant un centre de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques et une déchetterie professionnelle situés au 224, rue Louis lumière, Z.I. de Saint-Césaire sur la commune de NÎMES, est mise en demeure :</p> <p>- de respecter les dispositions de l'article 14.11.1. de l'arrêté préfectoral n°13.036N du 4 avril 2013 susvisé, en justifiant de la réalisation de travaux permettant de restaurer l'étanchéité de la toiture du bâtiment de tri des déchets non dangereux de manière à limiter les risques d'oxydation des détecteurs d'incendie, dans un délai de <b>6 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté ;</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les 5 RIA défaillants ont été remplacés, selon les bons de livraison de la société DESAUTEL présentés, datés du 22/07/2025 et du 03/09/2025; l'exploitant a également modifié le réseau</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

d'alimentation des RIA en le plaçant en aérien pour le fiabiliser.

Un justificatif de contrôle du débit délivré par le poteau d'incendie externe au site par DESAUTEL en date du 20/10/2025 a été présenté, le débit mesuré sous 1 bar est de 153 m<sup>3</sup>/h, conforme.

La levée des 2 réserves du rapport du 16/06/2024 sur les installations électriques a été faite le 17/07/2025 par la société Ampériance selon le rapport d'intervention présenté.

Toutefois, le système de détection automatique centralisé avec système d'alarme (SSI) était à nouveau en dérangement depuis le 17/05/2026, alors que la dernière vérification de son fonctionnement a été réalisée le 16/04/2026 par la société spécialisée SECURITAS, ce qui pose question sur la fiabilité du système (logiciels et/ou capteurs).

En réponse à ce dernier constat, l'exploitant a fait intervenir son prestataire SECURITAS en date du 21/05/2026 pour la résolution de ce dérangement du logiciel du SSI au niveau de la zone 21, et a transmis la levée de réserves sur la VGP du centre SSI qui a été faite en date du 16/06/2026 par la société Ampériance selon le rapport d'intervention présenté.

L'exploitant avait transmis un devis de la société EURL CONSTRUCTIONS METALLIQUES NAVARRO daté du 18/09/2025 pour des travaux permettant de restaurer l'étanchéité de la toiture du bâtiment de tri des déchets non dangereux. Toutefois, ces travaux n'étaient pas réalisés au jour de la visite.

Il a déclaré qu'il envisageait plutôt la mise en place de protections étanches sur les détecteurs et les caméras infrarouges afin d'éviter leur oxydation par les pluies.

Par mail en date du 08/06/2026, il a confirmé à l'Inspection qu'une intervention était programmée au cours de la première semaine de juillet par la société CONSTRUCTIONS METALLIQUES NAVARRO, pour la mise en place d'une protection contre la pluie des détecteurs incendie et déclencheurs manuels dans le centre de tri (devis validé présenté).

La mise en demeure n'est pas levée sur ce point.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre un justificatif de réalisation des travaux de protection contre la pluie des capteurs du système de détection automatique d'incendie du bâtiment de tri des déchets non dangereux sous 15 jours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 8 : Entreposage des déchets**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

La SAS NICOLLIN, exploitant un centre de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques et une déchetterie professionnelle situés au 224, rue Louis lumière, Z.I. de Saint-Césaire sur la commune de NÎMES, est mise en demeure :

- de respecter les dispositions de l'article 13.IV de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé, en créant des alvéoles de stockage de déchets dans le bâtiment de tri des déchets non dangereux permettant de distinguer clairement les aires de réception, de transit, de regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation, en fonction du type de déchet et de son débouché,

dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :**

L'exploitant avait transmis un devis de la société TOUTABLOC daté du 18/09/2025 pour l'achat de modulo-bloc REI 120 permettant de créer 3 alvéoles dans le bâtiment de tri des DND.

Le jour de la visite, il a été fait les constats suivants:

- dans le bâtiment de tri, les alvéoles en modulo-blocs n'ont pas été réalisées ; dans son courrier daté du 20/03/2026, l'exploitant avait déclaré que l'investissement et l'installation des alvéoles seraient réalisés après la réalisation des travaux de réfection des enrobés de la plate-forme extérieure, ce qui était le cas lors de la visite;

- de simples bennes vides ont été mises en place pour séparer l'aire de réception des déchets en mélange (au centre) des deux zones de stockage des déchets triés de bois et de plâtre situées de part et d'autre de cette aire.

Toutefois, ces bennes ne permettent pas de distinguer clairement les différentes alvéoles de stockage, étant en partie recouvertes ou cachées par des matelas usagés, lesquels constituent des ponts entre les zones de stockage susceptibles de favoriser la propagation d'incendie de l'une à l'autre.

De plus, ces bennes ne présentent pas les caractéristiques coupe-feu minimales (REI 120) requises par les dispositions de l'article 6 IV de l'arrêté du 6 juin 2018 modifié par l'arrêté du 22 décembre 2023, pour délimiter et séparer l'îlot central de stockage des déchets combustibles en mélange (bois, cartons, plastiques, bois) de l'îlot des déchets triés de bois, ni une hauteur suffisante, car des déchets entreposés dépassaient la hauteur des bennes.

La mise en demeure n'est pas levée sur ce point.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Des alvéoles de stockage permettant de séparer les dépôts de déchets combustibles par des murs REI 120, et dont la hauteur dépasse celle des stockages d'au moins 1 m, devront être mises en place dans le bâtiment de tri des déchets non dangereux sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Mesures conservatoires**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 28/07/2025, article 2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie

**Prescription contrôlée :**

Dans l'attente des suites données à la demande de modification des conditions d'exploitation relatives à l'entreposage des déchets combustibles des filières REP "Jeux et jouets" et "Articles de bricolage et de jardinage" mentionnés à l'article 1 du présent arrêté, la SAS NICOLLIN prend toutes mesures utiles pour assurer la protection des intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement et notamment la sécurité de l'installation, en stockant les déchets combustibles des filières REP "Jeux et jouets" et "Articles de bricolage et de jardinage" entreposés dans l'entrepôt abritant les déchets d'équipements électriques et électroniques par îlots séparés les uns des autres et séparés des dépôts de déchets d'équipements électriques et électroniques,

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| d'une distance minimale de 3 mètres, et à l'écart de toute source d'inflammation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que les palox et les caisses grillagées contenant les déchets combustibles des filières REP "Jeux et jouets" et "Articles de bricolage et de jardinage" étaient entreposés dans l'entrepôt abritant les déchets d'équipements électriques et électroniques par îlots séparés les uns des autres et séparés des dépôts de déchets d'équipements électriques et électroniques, d'une distance de 3 mètres.</p> <p>Toutefois, il a été constaté la présence de déchets de menuiserie ainsi que de palettes en bois et d'une trentaine de caisses en matière plastique, qui sont des matières combustibles, non autorisés dans le bâtiment des DEEE, entreposés à moins de 3 mètres les uns des autres et des DEEE.</p> <p>Suite à ce constat, l'exploitant a évacué les déchets de menuiserie et les matières combustibles du bâtiment des DEEE.</p> <p>Les mesures conservatoires de la mise en demeure sont respectées.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à respecter dorénavant des distances d'éloignement de 5 m minimum ou à mettre en place des murs REI 120, entre les îlots des déchets combustibles des filières REP "Jeux et jouets" et "Articles de bricolage et de jardinage" et entre ces îlots et les DEEE, conformément aux nouvelles exigences réglementaires de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, applicables depuis le 01/01/2026, toujours dans l'attente des suites données à la demande de modification des conditions d'exploitation relatives à l'entreposage de ces déchets dans le bâtiment des DEEE.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 10 : Nature et quantités maximales de déchets pouvant être entreposés**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2014, article 12                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>À tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque catégorie de déchets, les quantités suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rubriques 2710 (déchèterie professionnelle):<br/>[...]<br/>Plâtre : 15 m<sup>3</sup><br/>[...]</li> <li>• Rubriques 2714 (centre de tri):<br/>Refus de DND: 300 t<br/>Bois : 93,75 t<br/>Papier : 35 t<br/>Carton : 30 t<br/>Plastiques : 7,5 t<br/>Divers : textiles, pneus usagés : 12,5 t</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté la présence de déchets de plâtre entreposés en vrac en grande quantité (environ 90 m<sup>3</sup>) dans le bâtiment de tri des DND.</p> <p>Or les déchets de plâtre ne sont pas autorisés sur le site au titre de l'activité de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux, mais seulement dans le cadre de l'activité de la déchetterie professionnelle, pour un volume limité à 15 m<sup>3</sup>.</p> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2014 susvisé, modifié par l'arrêté préfectoral du 24 mars 2017.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant évacuera les déchets de plâtre du bâtiment de tri des DND.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 11 : Accès, voies et aires de circulation**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2013, article 7.1.5.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de l'accès</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/05/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 09/07/2025</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>L'accès à toute zone dangereuse doit être interdit.</p> <p>Une signalisation appropriée (en contenu et en implantation) indique les dangers et les interdictions d'accès, d'une part sur les voies d'accès, et d'autre part sur la clôture.</p> <p>Le bâtiment et ses abords sont facilement accessibles par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Les aires de circulation, les accès et les voies sont aménagés, entretenus, réglementés, pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté en toute circonstance.</p> <p>[...]</p> <p>Les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptible de gêner la circulation.</p> |

|                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>circulation.</p> <p>L'accès routier à l'établissement s'effectue par les portails situés au niveau du rond point de la rue Louis Lumière au nord-est.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté l'absence de déchets dangereux spécifiques à l'extérieur de l'armoire dédiée.</p>                                |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                          |

**N° 12 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles - centre de tri**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2013, article 10.6.1.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/05/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 09/07/2025</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux de pluie des voies de circulation du centre de tri de déchets non dangereux ainsi que celles d'extinction d'un éventuel incendie du centre de tri sont collectées et dirigées vers un bassin tampon étanche d'une capacité minimale de 295m<sup>3</sup>, qui doit être maintenu vide en permanence.</p> <p>Elles sont ensuite relevées par pompage d'un débit de 15 l/s pour évacuation au réseau.</p> <p>Avant rejet, elles transitent par un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures, muni d'un dispositif d'obturation automatique et dimensionné de façon à évacuer un débit minimum de 15 l/s, sans entraînement d'hydrocarbures.</p>                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que des travaux de restauration de l'étanchéité du sol du bâtiment de tri et de la plateforme extérieure située au nord ont été réalisés.</p> <p>Toutefois, le compte-rendu de l'exercice de défense contre l'incendie réalisé le 12/05/2026 a révélé qu'une partie des eaux utilisées pour simuler l'extinction d'un éventuel incendie du centre de tri est sortie du site en raison d'un mauvais profilage de la pente d'écoulement de la dalle dans le bâtiment de tri des DND, au lieu d'être collectées et dirigées vers le bassin tampon étanche de 295 m<sup>3</sup>.</p> <p>Par ailleurs, il est constaté la présence d'eau résiduelle au fond de ce bassin, ce qui présente à la fois un risque pour la sécurité, en réduisant la capacité de rétention du bassin des eaux d'extinction en cas de sinistre, et un risque sanitaire, ces eaux stagnantes constituant un gîte à</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>moustiques-tigres et donc un risque de propagation de maladies.</p> <p>L'exploitant explique que la conception même de ce bassin empêche sa vidange totale, avec le point d'évacuation des eaux raccordé à la pompe de relevage situé au-dessus et non au fond du bassin.</p> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 10.6.1. de l'arrêté préfectoral du 04/04/2012.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra faire rectifier le profilé de la dalle du bâtiment de tri des DND de manière à ce que l'ensemble des eaux d'extinction soient dirigées vers le bassin de confinement, et modifier la conception de ce bassin afin d'être en mesure de le maintenir vide en permanence, sous 3 mois.</p>                                 |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 13 : Consignes de sécurité**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2013, article 14.7.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/05/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 09/07/2025</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion;</li> <li>• l'obligation du "permis de travail" pour les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li> <li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides)</li> <li>• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;</li> <li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,etc.</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que les consignes de sécurité ont été complétées par l'obligation du "permis de travail" pour les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et mises à jour.</p> <p>Ces consignes sont affichées dans le bâtiment abritant les bureaux à l'attention du personnel.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**N° 14 : Protection individuelle**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2013, article 14.11.2.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen d'intervention en cas de sinistre</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/05/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2025</li> </ul>                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation.</p> <p>Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que des matériels de protection individuelle (gants anti-chaueur, masques anti-incendie), adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés dans les lieux d'utilisation (bâtiment de tri et bâtiment de regroupement des DEEE).</p>                                                                                                        |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 15 : Alerte des services de secours**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2013, article 14.11.3.</p>                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen d'intervention en cas de sinistre</p>                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/05/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 09/07/2025</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un téléphone filaire permettant l'alerte des secours publics est installé dans les bureaux du site. Une consigne précisera les modalités d'appel des secours et le contenu du message d'alerte.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté la présence d'une consigne affichée dans les bureaux du site précisant les modalités d'appel des secours et le contenu du message d'alerte.</p>                                                 |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                           |

**N° 16 : Plan de défense contre l'incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/05/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2025</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>« Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>« Il comprend au minimum :</p> <p>« - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</p> <p>« - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</p> <p>« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</p> <p>« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</p> <p>« - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</p> <p>« - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</p> |

« - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

« - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

« - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

« - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

« - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.»

#### Constats :

Un plan de défense contre l'incendie (PDI) a été transmis par l'exploitant à l'Inspection par courrier du 9 juillet 2025.

Toutefois les éléments suivants étaient manquants ou incomplets:

- sur les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets, absence de localisation des installations à risque ni de description des dangers, ni emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux ;
  - le plan n°8 localise les moyens de détection automatiques du site et non les moyens automatiques de protection incendie (extinction automatique) attendus (si existants);
  - la légende du plan des réseaux est illisible;
  - le plan n°9 ne localise pas l'ensemble des îlotages et petits îlots présents sur le site ni ne précise la nature des déchets qu'ils sont susceptibles de contenir; les zones de stockages extérieurs de bois et de déchets verts indiquées sur ce plan ne sont pas délimités précisément, et la nature des déchets qui y sont stockés ne correspond pas aux constats réalisés lors de la visite (présence de dépôts de cartons sur la zone de stockage du bois; absence de déchets verts au sud du bâtiment de tri); les petits îlots contenant les déchets de pneumatiques n'y apparaissent pas;
- De plus, il a été constaté l'absence du PDI sur le site lors de la visite.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compléter le plan de défense incendie du site des informations manquantes, en transmettre une copie aux services d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées, et en mettre un exemplaire lisible à l'entrée du site, sous 1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 17 : Détection et surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. II

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle

#### **Constats :**

Les bâtiments de tri de déchets non dangereux et de DEEE, la déchetterie professionnelle et la plateforme extérieure au nord du bâtiment de tri, qui sont susceptibles de contenir des déchets combustibles (bois, cartons, plastiques, textiles...) ou inflammables (déchets spécifiques) sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne (responsable d'exploitation) ou externe (société de télésurveillance 24 h/24) désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires.

Cette détection actionne une sirène perceptible en tout point du périmètre concerné (centres de tri, bureaux, déchetterie) et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site.

Le rapport de vérification annuel du système de détection automatique établi par Securitas Technology en date du 21/01/2026 a été présenté, ainsi que le rapport de vérification des extincteurs, des RIA et du poteau d'incendie, daté de janvier 2026. Toutefois, il a été constaté lors de la visite que le SSI était en dérangement au niveau de la zone papier n°21. Le lendemain de la visite (21/05/2026), tous les dérangements ont été levés sur le SSI par le prestataire SECURITAS. De plus, un test de situation d'urgence départ de feu a été effectué le 28/05/2026 avec le SDIS 30 au niveau du centre de tri, qui a permis de constater le bon fonctionnement du système de détection incendie.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une entreprise de télésurveillance.

Cette société de télésurveillance ne dispose pas des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, mais seulement en cas d'intrusion, via les caméras de surveillance disposées à l'extérieur des bâtiments. En cas de déclenchement d'une alerte, elle contacte le responsable d'exploitation, qui habite à proximité

du site et peut arriver au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte, afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Toutefois, la disponibilité du responsable d'exploitation, la seule personne désignée par l'exploitant en capacité d'intervenir sur site sous un délai maximum de 15 minutes, n'est pas garantie en permanence, notamment en cas d'absence de son domicile.

Ce dernier constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 9. II de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 susvisé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 18 : Rondes

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. III

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

##### **Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;

b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;
- le parcours des rondes et les points d'observation ;
- la formation du personnel concerné ;
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

##### **Constats :**

Sur ce site, nous sommes dans le cas a): personne n'est présent sur ce site après sa fermeture.

L'exploitant déclare que des rondes sont organisées régulièrement par le personnel sur le site avec une caméra thermographique portative qui a été présentée à l'Inspection. Le bon fonctionnement de cette caméra a fait l'objet d'une vérification en date du 19/02/2026.

Toutefois :

- ces rondes ne sont pas effectuées tous les jours;
- l'exploitant n'a pas établi de consigne formalisant les modalités de réalisation de ces rondes.

Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 9. III de l'arrêté ministériel du 06/06/2028 susvisé.

|                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                   |

**N° 19 : Maîtrise des sinistres**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que l'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (poste téléphonique durant les heures d'ouverture; transmission de l'alarme incendie vers une société de télésurveillance en dehors des heures ouvrées). L'exploitant a déclaré que des exercices de défense contre l'incendie sont organisés régulièrement sur le site, et au moins une fois par an en présence des pompiers. Le dernier exercice (sans le SDIS) a été réalisé le 12/05/2026 dans le centre de tri; son compte-rendu a été présenté lors de la visite et sa feuille d'émargement a été transmise le lendemain. Des actions correctives aux insuffisances constatées lors des exercices sont prévues.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 20 : Ilotage**

|                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6.IV            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets |

### **Prescription contrôlée :**

IV - Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m<sup>3</sup> de déchets combustibles ou à un m<sup>3</sup> de déchets inflammables.

### **Constats :**

Lors de la visite, il a été fait les constats suivants:

- les zones d'entreposage des déchets combustibles (bois, cartons, déchets verts, pneumatiques, DEEE, déchets DIB en mélange, déchets REP), stockés en vrac ou en regroupements de caisses à l'extérieur ou à l'intérieur des bâtiments du centre de tri, n'étaient pas délimités par des parois ou par un marquage au sol;
- dans le bâtiment des DEEE, les zones d'entreposage de déchets combustibles de la filière REP "Jeux et jouets" étaient séparées par des allées de largeur inférieure à 5 mètres sans mur REI 120 de séparation, et situées à une distance des faces accessibles par les pompiers les plus proches (faces Nord et Est du bâtiment) supérieures à 10 m;
- dans le bâtiment de tri de déchets non dangereux, dont la longueur totale est d'environ 40 m, les déchets DIB à trier entreposés en vrac, comprenant des déchets combustibles (carton, papier, bois, plastique), étaient entreposés au centre du bâtiment contre la façade Sud du bâtiment dépourvue d'ouverture, à plus de 10 m des faces accessibles par les pompiers situées sur les faces Nord, Est et Ouest;
- les zones d'entreposage en vrac des bois triés et des déchets DIB mélangés et les bennes de déchets combustibles triés dans le bâtiment de tri n'étaient pas séparées les unes des autres par des allées de largeur d'au moins 5 mètres ni par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur.

Suite à la visite, l'exploitant a iloté les DEEE et les caisses de déchets de la REP des jeux et jouets entreposés dans le bâtiment des DEEE, de manière à constituer des îlots de moins de 500 m<sup>2</sup> séparés par des allées de 5 mètres de large et entreposés à moins de 10 m de l'accès engin de la face Est du bâtiment (photo).

Il a également informé les opérateurs travaillant sur le centre de tri des nouvelles dispositions relatives à l'ilotage des déchets combustibles dans les bâtiments, prévoyant notamment une

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>réorganisation des zones de stockage des déchets combustibles dans le bâtiment de tri aux 2 extrémités du bâtiment, à moins de 10 m des ouvertures accessibles par les pompiers et séparés d'une distance d'au moins 5 mètres, par une alvéole dans laquelle il est prévu d'entreposer les déchets non combustibles.</p> <p>Toutefois, ces îlots ne sont pas délimités par des parois fixes ou par un marquage au sol.</p> <p>De plus, les bennes de tri de déchets combustibles entreposées dans le bâtiment de tri, contenant chacune des déchets de nature différente, ne doivent pas être regroupées en un seul îlot comme indiqué sur le plan, mais être séparées les unes des autres par des allées de 5 m de large ou des murs REI 120.</p> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 6.IV de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 21 : Traçabilité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV [...] En complément du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté lors de la visite les faits suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les déchets dangereux, l'état des stocks présents est mis à jour de manière quotidienne et accessible;</li> <li>- en revanche, l'état des stocks des déchets non dangereux présents sur le site n'est pas réalisé de manière hebdomadaire.</li> </ul> <p>Suite à la visite, l'exploitant a déclaré avoir mis en place des registres quotidiens des déchets dangereux et non dangereux dématérialisés, qui sont complétés au moment des rondes de fermeture. Il indique que ces registres sont consultables h24/7j par les exploitants, pour diffusion en cas d'intervention, au SDIS.</p> <p>Un extrait de ce registre à jour a été transmis à l'Inspection.</p>                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 22 : Stockage des batteries**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 VI                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.<br>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. Cette disposition peut être adaptée par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les batteries présentes sur le site sont entreposées dans l'armoire de déchets ménagers dangereux (DMS) de la déchetterie professionnelle, qui est fermée et munie d'une rétention. Toutefois:<br>- le site ne dispose pas d'un local spécifique présentant une résistance au feu au moins R60 pour le stockage des batteries au lithium;<br>- les batteries étant évacuées en fonction du stock présent sur le site, certaines peuvent être entreposées plus de 6 mois si la quantité stockée n'est pas suffisante pour justifier une collecte. Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 6 VI de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé.                                                                            |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant devra justifier du respect de ces dispositions sous 3 mois.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**N° 23 : Petits îlots**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article définitions et 6.III                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :<br>- le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m <sup>3</sup> si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m <sup>3</sup> sinon ;<br>- les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ;<br>- la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120.<br>Art 6. III Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces |

|                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>petits îlots contient un flux de déchets différent.</p> <p>Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.</p>         |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare que le site ne contient pas de zone susceptible de contenir des déchets combustibles répondant à la définition de petit îlot.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                |

**N° 24 : Zone d'entreposage tampon**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/06/2018, article définitions et 10-2</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Zone d'entreposage tampon du processus de tri.</p> <p>Les zones d'entreposage tampon du processus de tri manuel ou mécanisé se composent de deux types de zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les zones d'entreposage temporaire en amont du tri ;</li> <li>- les zones d'entreposage temporaire sous cabine de tri.</li> </ul> <p>Toute zone d'entreposage temporaire en amont du tri est d'un volume maximal de 20 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;</li> <li>- elle est munie d'un système d'extinction automatique.</li> </ul> <p>Toute zone d'entreposage temporaire sous cabine de tri est d'un volume maximal de 120 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;</li> <li>- elle est munie d'un système d'extinction automatique.</li> </ul> <p>Les bâtiments ouverts ou fermés dans lesquels sont situées des zones d'entreposage tampon du processus de tri sont munis d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de zone d'entreposage tampon sur le site: les déchets non dangereux à trier sont déchargés dans la zone de dépôt de déchets mélangés du bâtiment de tri, dont les déchets sont ensuite étalés dans la zone située au centre du bâtiment pour y être triés (zone de tri).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 25 : Organisation liée au REX**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du REX                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Un départ de feu dans le moteur d'un engin a eu lieu sur le site le 23/03/2026 sans avoir été déclaré par l'exploitant à l'Inspection.</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'il ne disposait pas de registre spécifique pour collecter et centraliser en interne les situations dégradées, analyser les situations relevant d'un incident ou d'un accident ni de registre/tableau de suivi des mesures correctives mise en place/en cours de mise en place à l'échelle de son site.</p> <p>Suite à la visite, cet événement a été déclaré par l'exploitant en ligne sur la plateforme numérique dédiée en date du 22/05/2026 (déclaration transmise), et catégorisé sur celle-ci comme un incident, et un registre incident/accident (départ de feu, accident environnemental) interne a été mis en place.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |